

SOUS-PREFECTURE D'ISTRES

N° 2024-122
Domaine : 7.5

DECISION DU MAIRE

(Application de l'article L. 2122-22 du Code Général
des Collectivités Territoriales)

LE MAIRE DE CARRY-LE-ROUET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L. 2122-21 et L. 2122-22 résultant des dispositions de la loi n° 96-142 du 21 Février 1996, relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2020-112 du 23 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Carry-le-Rouet a délégué, sans aucune réserve, à son Maire et pour la durée du mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes les matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT la volonté de la ville de Carry-Le-Rouet de réaliser des études pour l'aménagement du pôle seniors,

CONSIDERANT le dispositif d'aide proposé par le Conseil Départemental au titre du fonds départemental d'aide au développement local,

D E C I D E

Article I : La décision n°2023-133 du 28 avril 2023 est abrogée.

Article II : De solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, dans le cadre du dispositif « fonds départemental d'aide au développement local », en vue d'aider au financement pour réaliser des études pour l'aménagement du pôle seniors.

Article III : La demande de subvention porte sur un montant de 21 165,00 € HT, sur un coût prévisionnel des dépenses s'élevant à 35 275,00 € HT, soit 60% de la dépense totale des prestations, ce qui permet d'établir le plan de financement suivant :

	%	Montant HT
Autofinancement Communal	40%	14 110,00 €
Participation du Conseil Départemental	60%	21 165,00 €
TOTAUX	100 %	35 275,00 €

Envoyé en préfecture le 30/04/2024

Reçu en préfecture le 30/04/2024

Publié le **30 AVR. 2024**

ID : 013-211300215-20240425-DEC2024122-AU

Article IV : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article V : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Cette saisine peut être faite :

- par voie écrite à l'adresse suivante :

Tribunal Administratif de Marseille
22/24 rue Breteuil
13281 MARSEILLE CEDEX 6

- par voie dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Carry-le-Rouet, le 25 avril 2024



Le Maire,
René-Francis CARPENTIER